



Assemblée nationale

17 nouveaux membres élus pour siéger à la Ceni

Les députés de la sixième législature togolaise ont tenu, hier 24 mars 2022 à l'Assemblée nationale, la 5e séance plénière de l'année, présidée par Yawa Djigbodi Tsègan en présence des commissaires du gouvernement, les ministres Christian Trimua et Payadowa Boukpepsi. Les parlementaires ont procédé à ...



PAGE 3

ECONOMIE



2ème édition du Miato

Victoire Tomégah-Dogbé donne le coup d'envoi

Mme le Premier ministre Victoire Tomégah-Dogbé a officiellement donné le coup d'envoi de la deuxième édition du Marché international de l'artisanat du Togo (Miato). Cette édition a été officiellement lancée ...

PAGE 5

INCLUSION FINANCIERE



Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Zata Amamatou / Une success story de Bafilo

Bien longtemps marginalisées ou encore réduites au rang très « traditionnel » de la femme au foyer vouée à la maternité, les femmes togolaises ne se laissent plus décourager. Certaines parviennent à imposer leur leadership pour faire évoluer leurs idées de business et mener à bien leur Activité génératrice de revenu AGR. C'est le cas de Zata Amamatou à Bafilo ...

PAGE 2



Cybercriminalité

Le Togo n'a pas d'autres choix que d'investir dans une lutte acharnée

Le sommet de Lomé sur la cybersécurité et la cybercriminalité s'est tenu du 23 au 24 mars 2022 à Lomé. On retient des interventions des dirigeants à l'ouverture de cette importante rencontre, qu'aucun pays au monde, et encore moins le Togo, ne peut rester en marge du combat contre cette menace.

PAGE 3

DERNIERES HEURES

Cybersécurité/déclaration de Lomé / Cinq engagements forts de 29 pays pour en faire une priorité absolue

En vue de faire de la cybersécurité une priorité absolue sur le continent africain, les participants au sommet de Lomé sur la cybersécurité et la cybercriminalité ont adopté une déclaration dans laquelle l'on retient cinq engagements forts.

Les participants s'engagent à signer et ratifier la Convention de l'Union africaine sur la cybersécurité et la protection des données à caractère personnel dite « Convention de Malabo », adoptée le 27 juin 2014 par la vingt-troisième session ordinaire de la conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine à Malabo, en Guinée équatoriale, afin de permettre l'essor d'un cyberspace africain sûr.

Ils s'engagent également à mettre en place et à veiller à la mise en œuvre ...

PAGE 3

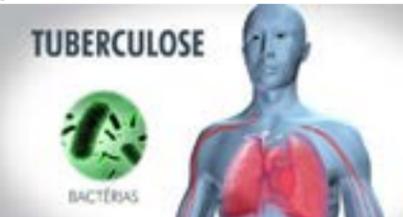
SANTE

Tuberculose

66,000,000 de vies sauvées depuis l'année 2000 grâce aux efforts mondiaux

PAGE 10



 <p>Nigeria/Présidentielle L'opposant Atiku Abubakar, candidat à la présidentielle pour la 6ème fois</p>	<p>SOMMAIRE</p>  <p>P 4</p>	<p>Tuberculose 66,000,000 de vies sauvées depuis l'année 2000 grâce aux efforts mondiaux</p>  <p>P 10</p>	<p>Sommet de Lomé Que disent les experts sur la menace que constitue la cybercriminalité ?</p>  <p>P 11</p>
---	---	---	--

Echos des bénéficiaires des produits FNFI

Zata Amamatou / Une success story de Bafilo

Bien longtemps marginalisées ou encore réduites au rang très « traditionnel » de la femme au foyer vouée à la maternité, les femmes togolaises ne se laissent plus décourager. Certaines parviennent à imposer leur leadership pour faire évoluer leurs idées de business et mener à bien leur Activité génératrice de revenu AGR. C'est le cas de Zata Amamatou à Bafilo. Autre fois vendeuse des galettes d'arachide, elle réussit à se lancer fin 2014 avec le produit APSEF du FNFI dans sa vraie passion : la revente des épices. Retour sur son histoire.

Depuis quelques années, le Togo est considéré comme un bon élève en matière de parité ou de promotion de l'inclusion financière et de l'autonomisation de la femme. Le pays profite de l'esprit d'initiative et du leadership des femmes, lesquelles représentent un peu plus de la moitié de sa population. Elles toutes, ont comme objectif de créer une activité à but lucratif pour subvenir aux besoins de la cellule familiale. A Bafilo, femme entrepreneure dans l'âme, Zata Amamatou fabrique et revend des galettes d'arachide depuis son adolescence. « Je n'ai pas beaucoup étudié. J'ai juste le niveau CM2. À un moment donné, il fallait que je devienne autonome. J'ai alors appris à faire des galettes chez une tante. J'ai mené cette activité jusqu'à mon mariage » explique-t-elle.

En réalité, elle a dû continuer cette activité après son premier accouchement pour

aider son mari, agriculteur. Mais, son rêve, c'est de vendre des épices. « Je voulais devenir revendeuse d'épices, mais il me fallait du financement pour démarrer. Ce que je gagnais avec les galettes suffisait à peine pour couvrir des charges dans le foyer », affirme-t-elle. Grâce à une amie de sa rue, elle entend parler des produits FNFI et intègre un groupement. En fin 2014, elle reçoit son premier crédit APSEF (Accès des Pauvres Aux Services Financiers). Amamatou raconte : « avec ce premier crédit, j'ai acheté des épices pour revendre devant la maison de mon mari ».

Aujourd'hui, Amamatou a bouclé le cycle du produit APSEF grâce auquel, elle est une figure reconnue dans la revente des épices dans le marché de Bafilo. Commerçante aguerrie, elle a su s'imposer et a même réussi à diversifier son commerce. En effet, elle vend également quelques



Bouraima Amina

produits alimentaires et autres condiments. Et quand on lui demande si elle parvient à s'en sortir financièrement, elle répond : « chaque semaine, je vends jusqu'à 70 mille FCFA, des fois plus que ça. Et j'ai mon bénéfice qui me permet de m'occuper de mes enfants. C'est dans ça que les deux premiers ont eu le BAC. Le premier est d'ailleurs à l'extérieur et n'est plus à ma charge ».

Au Togo, l'inclusion financière est un levier stratégique non négligeable qui cible les femmes créatrices de richesse et de valeurs, les jeunes et autres catégories sociodémographiques. Et si, auparavant, les femmes entreprenaient par nécessité, aujourd'hui

elles sont de plus en plus nombreuses à entreprendre par envie et par choix. Un phénomène qui encourage davantage le gouvernement à augmenter les niveaux de financements dans les projets qu'elles mènent. Nkodédé permet à ces femmes d'avoir jusqu'à 5 millions FCFA de crédits pour le cycle 1 et 10 millions FCFA pour le cycle 2. Etant éligible pour obtenir le crédit Nkodédé, Amamatou a commencé les démarches pour être bénéficiaire du produit. « Récemment, on m'a parlé du produit Nkodédé. Je veux avoir ce crédit. Ça va me permettre de devenir revendeuse grossiste d'épices à Bafilo », annonce-t-elle.

Si tout le monde peut en

théorie le devenir, n'est pas entrepreneure qui veut. Réussir dans les affaires requiert un certain nombre de qualités et de compétences qui ne s'acquièrent pas toutes sur les bancs de l'école. Les entrepreneures Togolaises en font souvent la preuve, manifestant une forte personnalité qui les aide à faire face aux différents défis et difficultés qu'elles rencontrent au quotidien. C'est en cela que s'exprime l'essence même de la femme Togolaise : espoir, courage et persévérance. Des valeurs qui leur permettent aujourd'hui d'être une partie intégrante du développement économique, sociale et durable de notre Denyigban.

Ceci est un programme du ministère chargé de l'inclusion financière et de l'organisation du secteur informel



fnfi
Fonds National de
la Finance Inclusive

tm

Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC
Edité par DIRECT MEDIA RCCM
N° TG_LOM 2015 B 1045
BP : 30117 Lomé - Togo
Tél : (+228) 22 25 02 23 /
90 15 39 77 / 97 87 12 42
Facebook: togomatin
E-mail : atogomatin@gmail.com
Site web : www.togomatin.tg
Tw: @togomatin1
Mson de la Presse: Casier N° 53
Siège
Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :
Motchosso Kodolakina
Secrétaire de rédaction :
Rachidou Zakari
Responsable web:
Carlos Amevor
Comité de rédaction:
Françoise Dasilva
Alexandre Wémima
Edem Dadzie

Félix Tagba
Edodji Nadia
Attipoe Edem Kodjo
Responsable administrative:
Gloria Léma Yagla
Service commercial:
DIRECT AGENCY
Tél: (+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Graphiste:
Eros Dagoudi
Imprimerie: Direct Print
Distribution : TogoMatin
Tirage : (2000 exemplaires)

DERNIERES HEURES

... effective d'un cadre légal et réglementaire spécifique à la cybersécurité et à la lutte contre la cybercriminalité ainsi que les organes de régulation qui permettent notamment de susciter la confiance des investisseurs, de favoriser

l'adoption des activités et services numériques par les utilisateurs et, plus généralement, d'accélérer la transformation numérique, en s'appuyant sur certains aspects clés. La déclaration vise aussi à

développer des stratégies et politiques de cybersécurité qui soient stables, prospectives et adaptées aux contextes et aux évolutions du secteur de l'économie numérique ; établir un cadre permettant de lutter efficacement contre la

cybercriminalité et promouvoir une culture de cybersécurité.

Enfin, il s'agira de renforcer la coopération africaine en matière de cybersécurité et de lutte contre la cybercriminalité. Les participants demandent

à la CEA, d'appuyer les Etats africains à mettre en œuvre la Déclaration de Lomé. La déclaration a été lue par Cina Lawson, ministre togolaise de l'Economie numérique et de la Transition digitale.

TM

Assemblée nationale

17 nouveaux membres élus pour siéger à la Ceni

Les députés de la sixième législature togolaise ont tenu, hier 24 mars 2022 à l'Assemblée nationale, la 5e séance plénière de l'année, présidée par Yawa Djigbodi Tsègan en présence des commissaires du gouvernement, les ministres Christian Trimua et Payadowa Boukpassi. Les parlementaires ont procédé à l'élection de nouveaux membres de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) composés de 17 personnes.

Au total 89 députés sur 91 dont 72 présents et 17 procurations, ont participé à l'élection du nouveau bureau de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni). Les listes enregistrées au niveau de l'Assemblée nationale composées de 15 membres pour majorité parlementaire, 8 pour l'opposition parlementaire, 13 pour l'opposition extra parlementaire, 20 pour la société civile et 2 pour l'administration.

Le nouveau bureau de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) est constitué de 17 membres composés de sept (7) membres de la majorité parlementaire ; quatre (4) membres représentant

l'opposition parlementaire ; trois (3) membres représentant l'opposition extraparlementaire ; deux (2) membres représentant la société civile et un (1) membre représentant l'administration élu sur une liste d'au moins deux candidats présentés par le ministre en charge de l'Administration territoriale. La liste du parti Mouvement des républicains centristes (MRC) d'Abass Kaboua a été rejetée conformément à l'article 12 du Code électoral et de l'article 31 du règlement intérieur de l'Assemblée nationale. Une des deux listes de l'Union des forces du changement (UFC) a été également rejetée.

Identité des nouveaux membres



Yawa Djigbodi Tsègan lors de la plénière électorale

La présidente de la représentation nationale a proclamé les résultats conformément à l'article 32 alinéa 3 du règlement intérieur de l'Assemblée nationale. Les 17 nouveaux membres de la Ceni élus par la sixième législature togolaise sont : Tchao Padomhekou Christophe, Kegbero Latifou, Mensah Atoeme, Kolani Lardja, Assih Atissim, René Kapou, Yaovi Ossei (pour la majorité parlementaire), Homawo Atsu Fiagadji,

Lokady Komi, Mensah Attoh, Azondjagni Kossi (pour l'opposition parlementaire), Tchalla Bianou, Kpessimba Yamba, Jean Jacques Teko (pour l'opposition extra parlementaire), Dossekpli Mensah, Yabré Gado (pour la société civile), Potopéré Tozim (administration)

Le nouveau bureau de la Ceni succède, pour un mandat d'un an, au bureau présidé par Tchambakou Ayassor qui a organisé la deuxième partie des élections locales en 2019 et l'élection présidentielle de

2020. Les nouveaux élus à la tête de la Ceni ont dans la ligne de mire l'organisation des prochaines élections régionales.

« Cette élection du nouveau bureau de la Ceni est le signe que l'Assemblée nationale vient de lancer de manière irréversible le processus des élections régionales. Nous félicitons les nouveaux membres élus », a déclaré à la fin de l'élection, le commissaire du gouvernement, le ministre Payadowa Boukpassi en charge de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et du Développement des territoires.

Dans les prochains jours, le ministre des Droits de l'homme, Christian Trimua, saisira la Cour constitutionnelle pour que les nouveaux membres prêtent serment afin de prendre fonction conformément aux dispositions du Code électoral.

Attipoe Edem Kodjo

Cybercriminalité

Le Togo n'a pas d'autres choix que d'investir dans une lutte acharnée

Le sommet de Lomé sur la cybersécurité et la cybercriminalité s'est tenu du 23 au 24 mars 2022 à Lomé. On retient des interventions des dirigeants à l'ouverture de cette importante rencontre, qu'aucun pays au monde, et encore moins le Togo, ne peut rester en marge du combat contre cette menace.

Le monde est rentré depuis plusieurs années dans une sorte de quatrième révolution industrielle, la révolution numérique. L'on assiste à une interconnexion sans précédent dans l'histoire de l'humanité. « Mais, dans le sillage de la transition numérique et de ses nombreux avantages, naissent également des bouleversements importants qui imposent des réponses globales en matière de gouvernance et de gestion des solutions et outils technologiques », estime Faure Gnassingbé, le président de la République togolaise.

Le développement du numérique est au cœur de l'action gouvernementale dans notre pays. Des investissements publics et privés sont encouragés dans l'écosystème des

technologies de l'information et de la communication. « Notre ambition est de faire du Togo un hub digital attractif pour les investisseurs, tout en garantissant notre souveraineté numérique, la sécurité et la protection des données », assure Faure Gnassingbé. En 2021, il y a eu l'inauguration de Lomé Data Center pour la conservation des données des utilisateurs. Ensuite, l'on s'est tourné vers la création de l'Agence Togo Digital, pour coordonner les projets numériques du gouvernement.

Selon le chef de l'Etat, l'on envisage le déploiement de la fibre optique afin de rendre le très haut-débit disponible et abordable pour les populations. Selon Cina Lawson, ministre de l'Economie numérique et de



Faure Gnassingbé

la Transformation digitale du Togo, 3/4 de la feuille de route gouvernementale Togo 2025 a une composante digitale. Celle-ci est appelée stratégie Togo digitale 2025 avec trois axes prioritaires.

« Nous sommes déterminés à poursuivre ces efforts, tout en gardant un œil attentif et vigilant sur le pendant nécessaire de la multiplication des interactions numériques qu'est la cybersécurité », promet le président togolais.

En effet, comme le reconnaît la ministre Cina Lawson, « il serait illusoire d'espérer structurer une économie numérique créatrice d'emplois et de valeurs, si nous ne mettons pas en œuvre des actions concrètes qui favorisent la protection des données, des infrastructures de nos citoyens, et de manière générale, des utilisateurs de e-services proposés ici et au-delà de nos frontières ». Dr Vera Songwe, secrétaire exécutive de la Commission

économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA), apporte de l'eau à son moulin. « À l'heure des cyber incertitudes, chaque nation africaine doit créer son propre programme national de cybersécurité », a-t-elle déclaré. Cela est d'autant plus urgent quand on se rend compte que plus de 90% des entreprises africaines opèrent sans utiliser les protocoles de cybersécurité nécessaires.

Dr Songwe appelle aussi à la coopération numérique entre les Etats. Ainsi, lors du sommet de Lomé sur la cybersécurité et la cybercriminalité, les dirigeants ont appelé à la ratification rapide de la Convention de l'Union africaine sur la cybersécurité et la protection des données personnelles (Convention de Malabo), adoptée en juin 2014. Il faut rappeler que Faure Gnassingbé a été fait champion africain de la cybersécurité par la CEA.

Edem Dadzie

Afrique / Sanctions Mali

La Cour de justice de l'Uemoa demande la suspension des sanctions économiques contre le Mali

Une décision qui intervient alors qu'un nouveau sommet de la Cédéao, la Communauté des États d'Afrique de l'Ouest, consacré à la situation au Mali, est organisé vendredi 25 mars 2022. Un rendez-vous auquel est invité cette fois le président de la transition, Assimi Goïta.



Le Col. Assimi Goïta, président du Mali

L'information a été communiquée par l'un des avocats de l'État malien et confirmée par une source au sein de l'organisation. La Cour de justice de l'Union monétaire ouest-africaine (Uemoa), a informé l'État du Mali de

sa décision de suspendre les sanctions qui touchent Bamako. Cette ordonnance n'a pas été publiée pour le moment, donc on n'en connaît pas encore les motivations juridiques. Rare succès de la junte face aux organisations régionales ? La

décision de la Cour de justice de l'Uemoa ajoute une inconnue à la confrontation diplomatique en cours.

Pour rappel, un collectif d'avocats avait saisi la Cour, le 15 février dernier, de deux recours contre les sanctions prises le 9 janvier par les dirigeants de la sous-région, à la suite de l'annonce de l'allongement de la transition. Le premier recours demandait leur abrogation, le second la suspension de leur application en raison de leur impact sur la population.

Ces sanctions, jugées contraires au droit communautaire par Bamako, comprenaient notamment la suspension de presque toutes les transactions commerciales avec le Mali. Dans la foulée du sommet de l'Uemoa, la Cédéao avait annoncé la fermeture des frontières avec le Mali et suspendu les échanges

financiers et commerciaux autres que ceux de produits de première nécessité.

Les organisations régionales sévissaient ainsi contre le projet alors affiché par les militaires de se maintenir jusqu'à cinq ans de plus à la tête de l'État, alors qu'ils s'étaient initialement engagés à organiser en février 2022 des élections qui auraient ramené les civils à la direction de ce pays pris dans la tourmente sécuritaire et politique depuis 2012.

L'impact potentiel de ces sanctions sur un pays pauvre et enclavé a suscité une vive inquiétude, mais aussi un large ressentiment, au-delà du Mali, contre les organisations régionales. Les autorités maliennes ont accusé la Cédéao de se laisser instrumentaliser par la France, en pleines tensions diplomatiques entre Bamako et Paris.

La Cédéao a jusqu'alors

conditionné une levée progressive de ses mesures de rétorsion à la présentation par les autorités d'un calendrier électoral « acceptable ». Le médiateur de la Cédéao, Goodluck Jonathan, est reparti dimanche du Mali sans être parvenu à un accord avec la junte sur ce point.

La Cédéao a invité le colonel Goïta, qui a pris le pouvoir par la force avec d'autres colonels en août 2020 et s'est fait investir président à la suite d'un second putsch en mai 2021, à prendre part au sommet.

Mais le colonel Goïta ne pourra pas participer, indique un courrier des Affaires étrangères maliennes consulté par l'AFP. Il exprime cependant sa "disponibilité à interagir" avec les dirigeants ouest-africains par visioconférence, dit ce courrier envoyé à la Cédéao.

La Rédaction

Nigéria/Présidentielle

L'opposant Atiku Abubakar, candidat à la présidentielle pour la 6ème fois

Atiku Abubakar, leader de l'opposition au Nigeria et ancien vice-président, a annoncé mercredi 23 mars être candidat à l'élection présidentielle de 2023 pour succéder au président Muhammadu Buhari.



Atiku Abubakar

À 75 ans, ce sulfureux et riche homme d'affaires souhaite se présenter pour la sixième fois à l'élection présidentielle dans le pays le plus peuplé d'Afrique, en l'espace de trois décennies. Il est considéré par les organisations de la société civile comme l'un des hommes politiques nigériens les plus corrompus.

« Actuellement, le Nigeria est un navire qui coule, il doit être sauvé de toute urgence. C'est pourquoi je suis heureux d'annoncer ma candidature à la présidence de la République fédérale du Nigeria », a déclaré M. Abubakar lors d'une conférence de presse à Abuja, la capitale.

M. Abubakar a affirmé vouloir faire de la sécurité, l'économie et l'éducation ses priorités, tout en insistant sur la décentralisation dans cette République fédérale. A la tête du Parti démocratique populaire (PDP), principal parti d'opposition, « Atiku », comme l'appellent les Nigériens, s'était incliné en 2019 face au président sortant Buhari.

A moins d'un an du scrutin prévu en février 2023, aucun favori n'a pour l'instant émergé malgré l'annonce de candidature d'hommes politiques célèbres, à l'image de Bola Tinubu, ancien gouverneur de Lagos et chef du parti au pouvoir, le Congrès des progressistes (APC). La sécurité sera un enjeu majeur de l'élection. L'armée nigérienne est déployée sur de multiples fronts, notamment dans le nord-est, théâtre d'une insurrection djihadiste depuis plus de dix ans et dans le nord-ouest où des bandes criminelles pillent, kidnappent et tuent les habitants.

TM

Mali / Transition

Sommet extraordinaire sur le Mali : accord en vue ?

Un sommet extraordinaire sur le Mali est prévu ce vendredi. Les chefs d'État ouest-africains se réuniront une nouvelle fois à Accra, au Ghana, qui exerce la présidence tournante de la Cédéao pour parler du Mali. Mais cette fois, le président malien de transition, le colonel Assimi Goïta, est invité à y participer.



Nana Akufo Addo, Cedeao

C'est une lettre adressée par la Commission de la Cédéao au ministère malien des Affaires étrangères qui annonce ce sommet. Consultée par RFI, elle n'a été authentifiée par aucune des deux parties – qui n'ont pas démenti non plus –, mais plusieurs sources proches des négociations confirment.

La missive commence par des « compliments » – ce qui est loin d'être habituel – suivis d'une invitation à transmettre au président de transition, le colonel Assimi Goïta, pour qu'il prenne part au sommet extraordinaire de vendredi.

De quoi envisager, peut-être, une bonne nouvelle, après des mois de négociations tendues. Devant le refus des autorités maliennes de respecter leur engagement et de tenir des élections présidentielle et législatives fin février, la Cédéao a imposé des sanctions économiques au Mali, qui pèsent lourdement sur la population depuis début janvier.

Déjà au pouvoir depuis août 2020, après deux coups d'État militaires, les autorités de transition veulent une rallonge pour conduire les réformes promises. Mais la Cédéao exige un retour à l'ordre

constitutionnel dans un délai « raisonnable » estimé à un an. Bamako qui avait d'abord envisagé cinq ans de plus, a révisé ses ambitions à la baisse et proposé deux ans la semaine dernière. Un effort encore jugé insuffisant par l'organisation ouest-africaine.

La Cédéao a-t-elle finalement cédé ? A-t-elle obtenu autre chose, par exemple la formation d'un gouvernement d'union nationale, comme l'ont évoqué certaines sources ? À ce stade, si un accord devait être annoncé vendredi, son secret est encore bien gardé.

Sources : Rfi.fr

2ème édition du Miato

Victoire Tomégah-Dogbé donne le coup d'envoi

Mme le Premier ministre Victoire Tomégah-Dogbé a officiellement donné le coup d'envoi de la deuxième édition du Marché International de l'Artisanat du Togo (Miato). Cette édition a été officiellement lancée mardi 24 mars sur l'esplanade du Palais des congrès de Lomé.



Victoire Tomégah-Dogbé coupant le ruban

La deuxième édition du Miato se tient du 23 mars au 3 avril. Elle est placée sous le thème "entreprises artisanales et compétitivités". Il s'agit de promouvoir les entreprises qui travaillent dans ce secteur et de les formaliser.

Au Togo, l'artisanat est le deuxième pourvoyeur d'emplois après l'agriculture. Vu l'importance de ce secteur, le gouvernement mobilise des moyens pour développer davantage ce secteur. L'objectif est de

faire de ce secteur un canal de création de richesses non seulement pour les acteurs, mais aussi pour le pays en général.

Réformes du secteur

Pour réformer le secteur de

l'artisanat togolais, le Togo a mis en place des chambres régionales de métiers. Une Politique nationale de développement de l'artisanat (PNDA) est adoptée et mise en œuvre. Un Code de l'artisanat est également mis en place pour mieux exploiter les potentialités de l'artisanat. Des Centres de ressources de l'artisanat sont construits et équipés dans les 39 préfectures du pays. Ces centres visent à faciliter l'accès des artisans aux équipements et à mutualiser les ressources de ce secteur pour une meilleure productivité.

Le gouvernement s'est aussi engagé à construire des vitrines de l'artisanat pour l'exposition et la vente des produits artisanaux dans les chefs-lieux de régions et de préfectures. Selon le ministre délégué chargé de l'Enseignement technique et de l'Artisanat Kokou Eké Hodin, les 7 premières seront finalisées au cours de cette année. Un village artisanal moderne sera également bientôt

construit à Lomé.

« De 2011 à 2022, plus de 13 milliards de FCFA ont été investis dans la promotion du secteur », a souligné Kokou Eké Hodin.

Plus de 11 000 projets d'artisans ont été financés et 5 000 artisans accompagnés pour les foires sur le plan national et international. Plus de 26 000 artisans ont été formés en entrepreneuriat, management et techniques de gestion d'entreprises.

Après avoir officiellement lancé cette deuxième édition du Miato, le Premier ministre a visité les différents stands pour voir les produits exposés par les artisans togolais et ceux des pays invités.

Le Marché international de l'artisanat du Togo permet de promouvoir le génie créateur des artisans togolais à travers l'exposition des produits, la présentation des services artisanaux et la création d'un cadre d'échanges de savoir-faire.

Félix Tagba

Taxe sur les véhicules à moteur (TVM)

Les opérations de contrôle commencent dans quelques jours

L'Office togolais des recettes (OTR) commence les opérations de contrôle de la Taxe sur les véhicules à moteur (TVM) le 1er avril prochain sur toute l'étendue du territoire. Cette taxe permet d'entretenir les routes.

Le contrôle de la TVM va dans un premier temps se faire pour les particuliers et dans un second temps pour les entités. Le début du contrôle pour les entités est prévu pour le 1er mai prochain.

La Taxe sur les véhicules à moteur peut être payée dans tous les centres des impôts sur l'étendue du territoire, ainsi qu'à la Direction des transports routiers.

Pour cette année 2022 de nouveaux tarifs sont fixés par l'Office togolais des recettes. Les motos de plus de 125 cm³ par exemple doivent payer 15 000 FCFA comme TVM et celles à 3 roues 40 000 FCFA.

Dans un communiqué datant du 15 mars 2022, le commissaire général de l'OTR, Philippe Tchodie rappelle aux contribuables soumis au paiement de la TVM que la perception

de cette taxe se poursuit conformément aux dispositions de l'article 59 du Livre des procédures fiscale (LPF).

Ainsi, la date de paiement de la TVM est fixée au plus tard au 31 mars pour les particuliers et au 30 avril pour les entités et au 31 mai pour les compagnies d'assurance. « Tout retard de paiement constaté sera assorti de l'application d'un intérêt de retard conformément aux dispositions de l'article 115 du LPF », souligne le commissaire général.

La Taxe sur les véhicules à moteur a été mise en place pour entretenir les routes. Les fonds d'entretien routier sont insuffisants. En 2019 par exemple, seulement 40% des besoins pour l'entretien routier ont été couverts. L'Etat doit entretenir 11 000 km par an.

Félix T.



Philippe Tchodie

Agenda quinquennal de l'exécutif togolais

Le social et l'agriculture, à la Une des objectifs

L'agenda quinquennal de Faure Gnassingbé est sous-tendu par le social. L'agriculture, représentant 40% du PIB national, fait également partie des priorités. Les projecteurs ont été mis sur ces domaines qui sont un préférence pour le gouvernement.

42 projets et réformes sont inscrits dans la feuille de route destinée à lutter contre la misère et les inégalités. Elle s'articule autour de 03 axes: le renforcement de l'inclusion et l'harmonie sociales ; la dynamisation de la création d'emplois en s'appuyant sur les forces de l'économie ; la modernisation du pays et la consolidation de ses structures. Les programmes concernent les domaines de la santé, l'éducation, l'énergie, l'eau potable, les transports, le numérique, l'agro-industrie... Ils attachent du prix à la création de richesse pour plus de prospérité partagée, au renforcement du capital humain, à l'amélioration de l'accès universel aux services sociaux de base.

de développement numérique, le e-administration, l'informatisation du casier judiciaire, l'identification biométrique... préoccupent le gouvernement. 25,5 milliards sont prévus à ces fins.

Les changements constatés depuis 2018, plus de 23 milliards de francs CFA ont été dépensés dans le cadre des Filets sociaux et services de base (FSB), projet lancé pour assurer aux ménages défavorisés un meilleur accès aux infrastructures socio collectives de base, à l'alimentation scolaire et aux transferts monétaires trimestriels. De 2018 à janvier 2021, 7,1 milliards ont été offerts à 60 419 ménages pauvres ciblés dans 685 villages sur le territoire. Grâce aux cantines



Jeunesse togolaise

et 1 159 primo-entrepreneurs en groupement. Le Mécanisme incitatif de financement agricole basé sur le partage de risques (Mifa SA) favorise lui aussi l'accès des jeunes aux crédits agricoles. Parallèlement, le Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes (Faiej) a accru le taux d'insertion socioprofessionnelle des jeunes de 18 à 35 ans dans les secteurs de l'agriculture, la transformation agroalimentaire, la production céréalière, l'artisanat, les TIC, les énergies renouvelables. Au 30 juin 2021, on comptait 3 600 projets financés, 4,5 milliards de francs CFA de crédits octroyés, 12 792 emplois créés et 22 832 jeunes formés en auto-emploi. Dans tous les domaines, les jeunes et femmes togolais sont aidés par un gouvernement attentif

à leurs inquiétudes. L'initiative présidentielle de réservation de quota de 25% de marchés publics aux jeunes entrepreneurs, les centres d'incubateurs de créativité, les maisons des jeunes, les maisons des femmes, font foi.

Il existe en outre le programme d'Accès des jeunes aux services financiers (Ajsef) qui offre aux jeunes en fin d'apprentissage ou diplômés sans emploi ayant une volonté d'entreprendre, la possibilité de bénéficier d'un prêt de 300 000 francs remboursable en un an. Mais aussi, comment peut-on oublier l'Agence nationale de promotion et de garantie de financement des PME/PMI (ANPGF) dont le soutien aux jeunes entrepreneurs est infailible. Vive la jeunesse !



Le budget 2021 du Togo est essentiellement consacré aux besoins des familles pauvres. Il est de 1 521,6 milliards de francs CFA avec 445,1 milliards dédiés aux secteurs sociaux, contre 401,7 milliards en 2020. 65,7 milliards sont réservés à l'agriculture et l'agro-industrie ; 65,9 milliards à l'eau et l'énergie, 09 milliards aux pistes rurales ; 77,9 milliards à la santé, 195,5 milliards à l'éducation, 82,5 milliards à la défense et la sécurité. En matière

scolaires, des repas sont servis à plus de 92 000 élèves dans 300 écoles primaires publiques en moyenne chaque année. Cela montre bien que l'Anadeb, agence en charge des actions du ministère du Développement à la base, est très active. Depuis sa création en 2011, elle a versé plus de 100 milliards de francs CFA dans les projets au niveau de l'éducation, la santé, l'alimentation, les infrastructures et les activités génératrices de revenus.

Jeunesse togolaise, la Une des objectifs prioritaires

Tout pays en direction du développement durable, à la fois prépondérant pour les générations présentes et futures, doit prendre la route de la jeunesse. Le Togo en est convaincu, lui qui a fait de l'entrepreneuriat des jeunes porteurs d'idées, une solution privilégiée pour promouvoir leur savoir-faire et leur auto-emploi, faciliter leur insertion sociale et acculer le chômage. Le Faiej, Aide, le PNER, le Paeij-SP, l'Ajsef, le Mifa, le Paa, etc. sont autant de projets mis en œuvre ces dernières années

pour atteindre cet idéal. Cela se traduit par les grands moyens mis à sa disposition. Au niveau de l'agriculture, de 2016 à 2020, le Projet d'appui à l'employabilité et à l'insertion des jeunes dans les secteurs porteurs (Paeij-SP) a facilité l'accès au financement de 1 420 primo-entrepreneurs, la création de 35 000 emplois directs, l'appui de 2 135 groupements agricoles. 13,3 milliards de francs CFA de crédits ont été alloués à 20 PME/PMI, 774 primo-entrepreneurs individuels

Forte ressource humaine pour le secteur agricole

Le Togo a une agriculture productive, lucrative et inclusive. Inconditionnellement, l'Etat apporte son soutien aux acteurs du secteur qui se séparent de la pauvreté. La création d'emplois décents pour augmenter la richesse et offrir à tous une vie convenable dans un pays épanoui, demeure le grand point des politiques de développement national. L'agriculture emploie déjà près de 70% de la population active. Pour les autorités, constamment préoccupées par le bien-être des citoyens, il n'est pas question de dormir sur leurs lauriers. En mai 2021, 1 239 personnes ont été admises à la fonction publique via un concours de recrutement du ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et du Développement rural. Elles ont été réparties sur le territoire dans 27 départements du ministère mentionné : secrétariat général, direction des ressources humaines, l'Agence nationale de la sécurité alimentaire (Ansat), la Centrale d'approvisionnement et

de gestion des intrants agricoles (Cagia)..

En 2019, le secteur agricole a généré 222 698 emplois (199 018 permanents et 23680 temporaires). Il avait engendré près de 60% des 379 017 emplois créés au cours de l'année évoquée. Aujourd'hui, elle forme à 40% le Produit intérieur brut (PIB) national. Pour la campagne agricole 2020-2021, le bilan alimentaire est excédentaire avec un taux de couverture des besoins de 160% pour les tubercules, 240% pour les légumineuses et 101% pour les céréales.

Le Mécanisme incitatif de financement agricole fondé sur le partage de risques (Mifa) est l'un des grands projets mis en marche pour accélérer le développement du secteur. En juin 2020, il avait mobilisé plus de la moitié des 50 milliards prévus pour l'année entière. De juin 2018 [date de sa création] à juin 2021, près de 150 000 acteurs ont été appuyés par des banques et institutions financières.



De la ressource humaine au service de l'agriculture

Plus de 165 000 emplois directs et indirects ont été créés grâce à la structuration des coopératives agricoles et l'accompagnement des entreprises de transformation agricole.

Durant les prochaines années, 400 Zones d'aménagement agricole planifiées (Zaap) seront aménagées pour mettre en place des unités de transformation agricole. Le Mifa sera étendu à d'autres filières porteuses pour accroître l'accès des acteurs au financement et à la protection sociale. Le pays

prévoit l'aménagement de 10 000 ha d'irrigation goutte à goutte en faveur de 40 000 jeunes entrepreneurs agricoles, le développement d'une campagne de dessouchage pour 500 000 ha à un prix subventionné, la construction de 4 000 km de pistes rurales pour faciliter l'accès aux marchés et l'écoulement des produits, l'organisation de 50 000 femmes dans les opérations de transformation, conditionnement et commercialisation des produits ; et ce n'est pas tout.

Agriculture bio, le Togo un exemple

Au Togo, pays où une grande partie de la population active est agricole, l'agriculture biologique représente un enjeu de l'heure parce qu'elle est conforme aux standards internationaux. C'est une technique de production agricole qui exclut l'utilisation des produits chimiques. Considérée comme l'une des formes d'agriculture

durable, elle améliore les revenus des agriculteurs grâce à la qualité des produits, préserve la santé des agroécosystèmes, la biodiversité, les cycles biologiques et l'activité biologique des sols.

L'agriculture bio occupe 37 000 producteurs togolais, soit environ 5% des producteurs africains dans ce secteur. Les terres consacrées

à ce sous-segment agricole et aux débouchés mondiaux de plus en plus importants, représentent près de 40 000 hectares, soit 1% des terres exploitées au Togo. Cette proportion, bien que modeste, place le Togo en tête des pays de l'Uemoa. Par exemple, le Bénin et le Burkina Faso ne consacrent que 0,5% de leurs terres au bio, avec respectivement 4 000 et 27 000 producteurs. Globalement, la proportion de terres consacrées à l'agriculture bio en Afrique est de 0,2% pour 815 070 exploitants. Grâce au savoir-faire des

vers l'UE, le 14ème exportateur au niveau mondial (31ème en 2018) et le 1er exportateur vers l'Europe dans la Cedeao.

L'Etat a lancé un plan d'urgence pour la transformation agricole, destiné à encourager une mutation rapide de l'agriculture pour qu'elle devienne un secteur plus attractif, moins pénible, mieux organisé, plus rentable et créateur d'emplois. Il est apparu nécessaire dans ce plan de soutenir l'agriculture biologique et la qualité labélisée Togo, notamment dans les filières et produits à forte valeur ajoutée



Agriculture bio

agriculteurs et le soutien inconditionnel de l'Etat, le Togo offre des produits bio (soja, ananas, mangue, tomate...) qui défient la concurrence sur le plan mondial. Entre 2018 et 2019, le pays a plus que doublé les exportations de produits agricoles biologiques vers l'Union européenne (UE). Il est passé de 22 000 tonnes à près de 45 000 tonnes sur la période, soit une hausse de 102%, ce qui fait de lui le 2ème exportateur africain de produits bio

comme le soja, le sésame et le fonio ; le développement de la production animale et halieutique, le soutien à la création des ranchs et la construction d'au moins un abattoir moderne par région par an ; le renforcement de la mise en marché ; l'assurance agricole ; la refonte du système de formation agricole axée sur les besoins des chaînes de valeur agricoles et orientée vers l'agrobusiness.

Attipoe Edem Kodjo



DÉCOUVREZ LA NOUVELLE RAPIDBOX 5G DE TOGOCOM

POUR 295.000 F CFA BÉNÉFICIEZ DE LA RAPIDBOX 5G AVEC INTERNET TRÈS HAUT DÉBIT OFFERT PENDANT 1AN



Rapidbox compatible 4G+ et 5G dans les zones couvertes. 12000 F/mois pendant 12 mois.

togocom.tg

TOGOCOM CHANGE POUR VOUS

Quelques ambassades et consulats

- Ambassade des États-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso; Tél: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

Les bons plans et les bonnes adresses à Lomé

BIBLIOTHEQUES

BIBLIOTHEQUE NATIONAL: Quartier Admi Tel: 22 21 04 10

CENTRE CULTUREL LOYOLA Quartier Agoè en face Camps FIR, Tel: 90 64 80 77

INSTITU FRANÇAIS DE LOME: Quartier Administratif; Tel: 22 23 46 60 / 22 23 46 65

LIBRAIRIE

GRAIN DE PENSEE: 30, bvd du 13 janvier Tel: 22 22 32 43

LIBRAIRIE BON PASTEUR: Quartier Assiganto Avenue Sylvanus Oly Tel: 22 22 26 66

LIBRAIRIE BONNE SEMENCE: Quartier Ave Maria Avenue du 30 Août

LIBRAIRIE STAR: Quartier Béniglato, rue du lac Togo Tel: 22 22 74 83

ESPACES CULTURELS

CENTRE BRIN DE CHOCOLAT: Quartier kodjoviakopé; Tel: 22 20 06 59 / 90 04 32 86

CENTRE CULTUREL: DEYNIGBAN; Quartier St Joseph, rue Anima Tel: 22 41 98 16

CENTRE CULTUREL: LOYOLA; Quartier Agoè Tel: 90 64 80 77

CENTRE ODAYE: Quartier Hédranawoé Tel: 90 64 80 77

CENTRE ODAYE: Quartier Hédranawoé Tel: 22 42 12 07

MANNEQUINAT & HÔTESSE

ALLURE MODE AGENCY; Tel: 99 22 04 62

CHALLENGE AGENCY; Tel: 92 27 91 66

SALLE DE CINEMA

HARMONIE SIGNATURE: Résidence de la caisse Tel: 22 26 12 55

CANAL OLYMPIA: Tokoin Gbadago Tel: 98 34 83 52

CINEMA GREENFIELD: Quartier Tokoin hôpital Tel: 22 21 12 55

AGENCE DE COMMUNICATION

AG Partners: Sise à Cassablanca www.couleurafrique.com

Larry Event Day (LED)

Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel; Communication, Location d'espaces, Conseils, Wedding Planner et Décoration
Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54
Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

SUPERS MARCHES A LOME

CONCORDE: (Atikoumé; juste à côté de l'UTB

RAMCO: (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)

LE CHAMPION SUPER MARCHÉ: (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

FRUITS ET LEGUMES

MARCHE ABATTOIR: (Juste en face du Super Marche Le Champion)

MARCHE DE GOYI SCORE: (Juste en face du Super Marche RAMCO)

PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA: (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

DANSE ET COURS DE ZUMBA

AFT: Quartier: Décon. Tél: 97 99 7919

COURS DE CAPOEIRA: Salle GYM TONIC. Tél: 90 79 79 90

COURS DE ZUMBA: HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier: Foréver; Tél: 90 17 03 30

COURS DE ZUMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME); Tél: 90 30 38 75

CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine); Tél: 90 15 39 87

SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra); Tél: 91 70 61 86

AVIATION

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport) Tél: 22 40 04 99

COURRIER EXPRESS

DHL (Qtier Nyékonakpô, 15 78; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51

EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)

FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1^{er} étage) Tél: 22 21 24 96

TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68

SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

OPERATEURS TELEPHONIQUES

MOOV: Tél: 22 20 13 20

TOGO CELLULAIRE: Tél: 22 22 66 11

TOGO TELECOM: Tél: 22 21 47 14

SANTE GENERALISTES

DR CORINNE JOULIN-KARKA; Tél: 22 23 46 77

CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37

CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77

CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01

CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68

HORLOGE PARLANTE; Tél: 116

CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

OU MANGER ET DORMIR A LOME?

RESTAURANT LE TABLIER (Qtier Cacavéli, Bd de la Kara, 2^e ruelle à droite après pharmacie Shalom venant de Bodjona)

Tél: (00228) 91 36 23 66 / 96 96 80 80

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier: Foréver; Tél: 90 17 03 30

HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé); Tél: 22 61 30 63

LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél: 93 05 11 11

MUSCULATION ET MASSAGE

Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES»
Tél: 22 26 34 71 / 90 17 03 30

BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures); Tél: 90 24 10 72

GYM CENTER (Qtier Nyékonakpô, Avenue Joseph Strauss);

Tél: 90 04 76 60

GYM FIL «O»PARC (Agoè Nyivé); Tél: 22 35 18 28

GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida); Tél: 22 71 49 70

AVIS DE DECES

La famille ZAMBA - CATHO du Togo, du Bénin et de la diaspora,
La famille AYITE du Togo et du Bénin,
La famille MISSODEY,
Mme Sabine ZAMBA, épouse AHADZI, ses frères, ses sœurs et leurs enfants,
Veuf Louis Solété Adjéwoda MISSODEY,
Les enfants : Guy, Roberta et Josélito,
Veuve Yollande MISSODEY, née EZIN,
ont la douleur de vous annoncer le décès de leur fille, sœur, épouse et mère :

Françoise Sabine ZAMBA, épouse MISSODEY,

pieusement endormie dans le Seigneur le vendredi 04 mars 2022 dans sa 89^{ème} année.

Programme des obsèques

- **Vendredi 25 mars 2022** à partir de 18h : veillée de prières et de chants au domicile de la défunte,

- **Samedi 26 mars 2022**

- 08h30 : messe d'enterrement en l'église St Augustin d'Amoutivé

- Enterrement au cimetière de Bè - Kpota

- Sortie de deuil
Maison mortuaire : Maison François ZAMBA, non loin dumarché Lom-Nava (Kpéhénou N°1)

N.B. : Tout de blanc vêtus



Françoise Sabine ZAMBA,
épouse MISSODEY

PHARMACIES DE GARDE (LOME) du 21 au 28 /03/ 2022

PHARMACIE 2000 BÈ KPOTA (LOME)	22700169
CHRIST-ROI KAGOMÉ	22274666
VERTE PRÈS DE GTA (LOME)	22250326
HYGEA BAGUIDA	99 27 36 36
ABRAHAM AGOE LOGOPE	22501000
DENIS AGOÈ KOVÉ	70123585
GANFAT AGOE DALIKO	92440617
JEANNE D'ARC M-RENAULT-STAR	90 86 40 51
LE DESTIN BAGUIDA	70 41 15 41
SANGUERA SANGUERA	70428080
ST PAUL AV. JEAN PAUL II (LOME)	22224672
LE JOURDAIN WUITI	22615614
HEDZRANAWOE HEDZRANAWOE	22264961
KOUESSAN KÉGUÉ PRÈS DU STADE	23200457
KLOKPE TOGO 2000 (LOME)	96801003
J-MIMSHAK TOKOIN WUITI	93544756
CITE AVÉNOU	99 08 15 35
BESDA ADIDOGOMÉ	70 42 68 25
CONSEIL LOGOTÉ	96 80 21 37
EPIPHANIA ADIDOGOMÉ	96 80 10 04
POINT E DJIDJOLÉ	90 37 45 96
DELALI CACAVELI	96 32 97 54
NATION DJIDJOLÉ	96 80 09 47
LAUS DEO ADIDODIN	93 00 65 75
VITAFLORE VAKPOSSITO	70 40 22 86
MAINA AVEDJI	96 80 10 15
EL-SHAMMAH AMADAHOMÉ	70 43 25 85
NABINE AGOE ANOMÉ	23216611
PHARMACIE M'BAAGOÈ LEGBASSITO	70 27 81 81
ADONAI AGOËNYIVÉ	22 50 04 05
TAKOE ZONGO	22 34 03 42
ZONGO AGOË ZONGO	70452316
AMEN ADETICOPE	97180202
KODJOVIKOPE RUE DUISBURG	22218990
PHARMACIE DES APOTRES	22271198
AMESSIAME-BE BÈ	22406669
SOURCE DE VIE FACE PROTESTANT	22224571
ST KISITO BD DE LA KARA	22219963
LA MAIN DE DIEU AGOE DEMAPOE	22527755
CHARITE AGOE NYIVÉ	90 65 21 90
EL-SALI APEDOKOE	70 12 44 44
BON PASTEUR 38, AV. LIBÉRATION	22 21 13 67



Dans le cadre du renouvellement de son répertoire des fournisseurs et prestataires de services pour l'année 2022, la PIA lance un appel à manifestation d'intérêt général afin de permettre aux opérateurs économiques légalement installés qui souhaiteraient nouer une relation de partenariat avec la PIA.

Les opérateurs économiques intéressés sont priés d'introduire un dossier de candidature sous pli fermé à l'adresse ci-dessous ou en un document pdf unique envoyé à l'adresse procurement.pia@arisenet.com.

**Monsieur le Directeur Général de la Plateforme Industrielle d'Adetikopé
Plateforme Industrielle d'Adetikopé (PIA)
Parc Industriel d'Adetikopé
Rue Nationale n°01, TSEVIE - BP12917.
Lomé, Republic of TOGO.**

La PIA rappelle aux prestataires et fournisseurs qui travaillent déjà avec elle, qu'ils ne sont pas exemptés de cette formalité et qu'ils devront produire les mêmes dossiers.

Les dossiers de candidature doivent être déposés au plus tard le 15 mars 2022 à 17 heures 30 minutes TU (nouvelle date) portant la mention « Manifestation d'intérêt pour inscription dans le répertoire des fournisseurs et prestataires de la PIA ». Le domaine de compétence dans lequel votre structure est spécialisée sera aussi indiqué sur l'enveloppe.

Le dossier de candidature doit comporter :

Les pièces administratives en cours de validité : carte d'opérateur économique, quitus fiscal;
Les nom, prénoms, raison sociale, adresse complète (téléphone, fax, e-mail) ;
La date de création de la structure, la nature juridique ;
L'extrait du registre du commerce ;
Les expériences dans le domaine (attestation de bonne exécution).

Différents domaines de compétences :

Cabinet conseil / Qualité de service
Architecte - Consultant
Architecte / Evaluation de garanties
Bureaux de contrôle / suivi des marchés de BTP
Fourniture, installation, maintenance de climatiseurs splits
Fourniture de porte munie de détecteur de métaux / Maintenance
Fourniture et entretien de portes fortes
Fourniture, installation et maintenance de groupe électrogène
Fourniture, installation et maintenance du système de sécurité / incendie / alarme / intrusion
Fournitures et maintenance d'équipements de sécurité
Travaux d'électricité bâtiment
Travaux de BTP
Fourniture et installation de matériel électrique
Fourniture, installation et maintenance d'onduleur / régulateur
Fourniture et maintenance de matériels informatiques
Prestation de service de gardiennage et de sécurité
Fourniture, installation et maintenance (recharge) extincteurs
Fourniture et maintenance de logiciels informatiques
Fourniture d'équipement bureautique ; Copieurs ; Fax ; Calculatrices ; Scanners ; Imprimantes ; etc
Décoration intérieur bâtiment / emballage
Fourniture de bureau
Fourniture de consommables informatiques
Fourniture et maintenance de machine de caisse et accessoires (Horodateur ; Gaufreuse ; Compteuse de billets ; Détecteurs de faux billets etc
Vente d'appareils électro-ménagers
Fourniture de Mobilier de bureau
Concessionnaire véhicule
Garage de mécanique automobile
Location de véhicule et/ou Grue
Infographie
Travaux d'imprimerie / sérigraphie
Photographie et reportage
Télécommunications : Liaison V-SAT - BLR, LS
Restauration d'entreprise
Entretien et nettoyage de Bâtiment
Menuiserie bois / aluminium
Soudure
Peinture
Plomberie
Quincaillerie
Jardinage et Entretien des espaces verts
Entretien de piscine
Divers autres



As part of the renewal of its directory of suppliers and service providers for the year 2022, the PIA is launching a call for expression of general interest in order to enable legally established economic operators who would like to establish a partnership relationship with the PIA.

Interested economic operators are requested to submit an application form in a sealed envelope to the below address or as a single pdf document sent to procurement.pia@arisenet.com.

**To the General Director of the Adetikopé Industrial Platform
Plateforme Industrielle d'Adetikopé (PIA)
Parc Industriel d'Adetikopé
Rue Nationale n°01, TSEVIE - BP12917.
Lomé, Republic of TOGO.**

The PIA reminds service providers and suppliers who already work with it that they are not exempt from this formality and that they will have to produce the same files.

Applications must be submitted by February 25, 2021 at 5.30 p.m. UT at the latest, marked "Expression of interest for inclusion in the directory of suppliers and service providers of the PIA". The area of expertise in which your structure is specialized will also be indicated on the envelope.

The application file must include:

Valid administrative documents: economic operator card, tax discharge; Surname, first names, company name, full address (telephone, fax, e-mail);
The date of creation of the structure, the legal nature;
The extract from the commercial register;
Experiences in the field (certificate of good execution/recommendation letters- etc.).

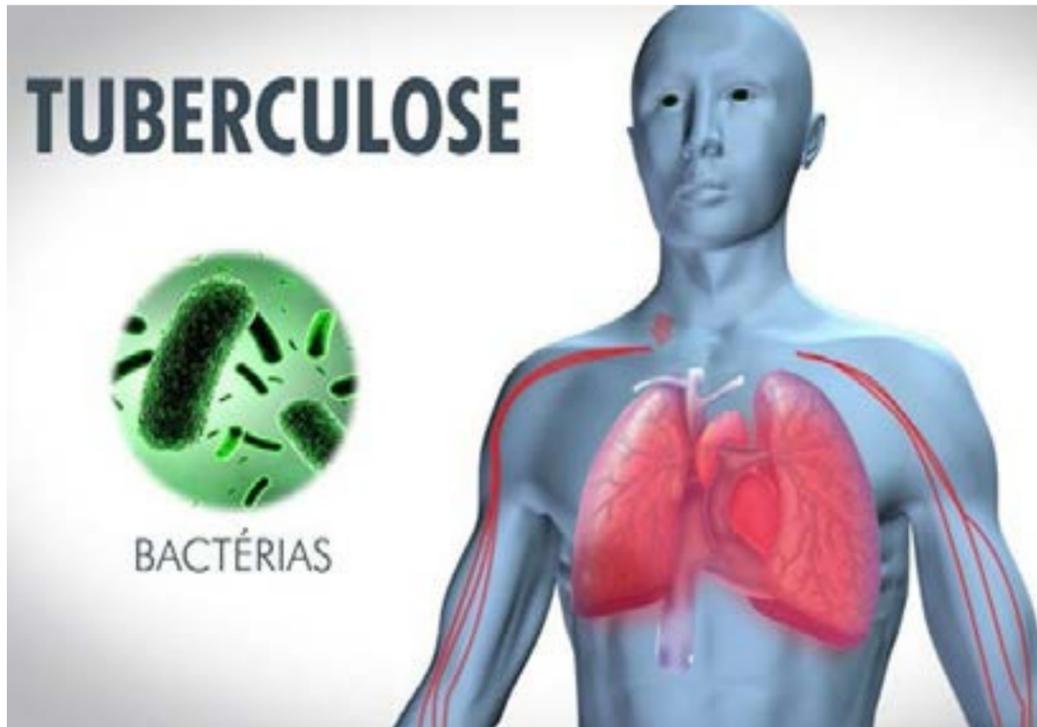
Different areas of expertise:

Consulting firm / Quality of service
Architect - Consultant
Architect / Guarantee valuation
Construction contract control / monitoring offices
Supply, installation, maintenance of split air conditioners
Door supplied with metal detector / Maintenance
Supply and maintenance of strong doors
Supply, installation and maintenance of generator sets
Supply, installation and maintenance of the security / fire / alarm / intrusion system
Supply and maintenance of safety equipment
Building electrical work
Construction works
Supply and installation of electrical equipment
Supply, installation and maintenance of inverter / regulator
Supply and maintenance of computer equipment
Guarding and security service provision
Supply, installation and maintenance (recharging) of fire extinguishers
Supply and maintenance of computer software
Supply of office equipment; Copiers; Fax; Calculators; Scanners; Printers; etc
Interior decoration building / packaging
Office supply
Supply of computer consumables
Supply and maintenance of cash machine and accessories (parking meter; embosser; bill counter; counterfeit detectors etc.
Sale of household appliances
Supply of office furniture
Vehicle dealer
Auto mechanic garage
Vehicle rental and / or Crane
Infographics
Printing / screen printing works
Photography and reportage
Telecommunications: V-SAT - BLR, LS link
Business catering
Building maintenance and cleaning
Wood / aluminum carpentry
Welding
Painting
Plumbing
Hardware store
Gardening and maintenance of green spaces
Pool maintenance
Various others

Tuberculose

66,000,000 de vies sauvées depuis l'année 2000 grâce aux efforts mondiaux

Hier, jeudi 24 mars 2022 était le Journée mondiale de lutte contre la tuberculose. À cette occasion, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a fait le point sur la situation de la maladie au niveau international. Depuis l'année 2000, des progrès importants sont faits. Mais, des défis demeurent et l'OMS appelle à plus d'investissements pour finir avec la tuberculose et sauver des vies.



La tuberculose (TB) est une maladie infectieuse provoquée par une mycobactérie qui se transmet par voie aérienne aussi bien aux enfants qu'aux adultes. Elle touche le plus souvent les poumons mais atteint aussi parfois d'autres organes et peut évoluer vers le décès si elle n'est pas traitée. C'est en 1882 que le Dr Robert Koch a annoncé avoir découvert la bactérie responsable de

par les symptômes suivants: une fièvre traînante avec souvent des sueurs nocturnes ; une toux chronique avec des crachats épais, comportant parfois quelques filets de sang ; un essoufflement ; des douleurs dans la poitrine ; un état de fatigue ; une perte d'appétit, un amaigrissement. La tuberculose est contagieuse lorsqu'il y a une atteinte pulmonaire. Un malade non traité

un centre de santé. D'ailleurs, grâce au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, la prise en charge est gratuite dès que le diagnostic est posé, pour les pays comme le Togo. Et les agents de santé sont sensibilisés sur la nécessité de faire le test chez tout patient suspect.

Ainsi, l'on a enregistré quelques avancées ces



Tuberculose et coronavirus ne font pas bon ménage

la tuberculose, ouvrant ainsi la voie au diagnostic et à la guérison de cette maladie. On reconnaît la survenue d'une tuberculose

peut alors contaminer 10 à 15 personnes par an. Il ne sert donc à rien de faire de l'automédication et de ne pas se rendre immédiatement dans

22 dernières années. À titre illustratif, 66,000,000 de vies ont été sauvées depuis l'année 2000 grâce aux efforts mondiaux visant à en

finir avec la tuberculose. Malheureusement, le mal continue de faire d'importantes victimes. Et étant donné que les personnes atteintes de tuberculose font la forme grave du coronavirus, on peut aisément en déduire que la pandémie en cours n'a pas arrangé la situation. Selon l'OMS, la pandémie de Covid-19 a effacé des années de progrès dans le combat de la tuberculose. La tuberculose reste l'une des maladies infectieuses les plus

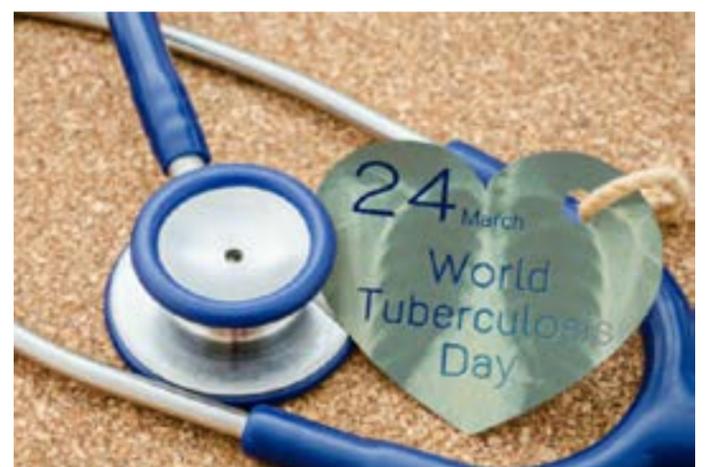
mondiale de lutte contre la tuberculose 2022 - « Investissons pour en finir avec la tuberculose, sauvons des vies » - souligne combien il est urgent d'investir pour renforcer la lutte contre la tuberculose et concrétiser les engagements pris par les dirigeants de la planète pour mettre fin à cette maladie. Cela revêt une importance particulièrement décisive dans le contexte de la pandémie de Covid-19, qui menace de compromettre les



La toux, une caractéristique de la tuberculose, surtout lorsqu'elle dépasse huit jours

meurtrières au monde. Chaque jour, plus de 4100 personnes perdent la vie à cause d'elle et près de 28 000 personnes contractent cette maladie évitable et curable. Pour la première fois depuis plus d'une décennie, les décès dus à la tuberculose ont augmenté en 2020.

progrès accomplis pour en finir avec la tuberculose ; et pour garantir un accès équitable à la prévention et aux soins, dans le fil de l'action engagée par l'OMS pour instaurer la couverture sanitaire universelle. « En renforçant les investissements, nous



9,900,000 personnes ont contracté la tuberculose en 2020 ; et 1,500,000 personnes sont décédées de la tuberculose au cours de la même année.

allons sauver des millions de vies supplémentaires, ce qui permettra de mettre plus rapidement un terme à l'épidémie de tuberculose », affirment les responsables de l'OMS.

Le thème de la Journée

Edem Dadzie

Sommet de Lomé

Que disent les experts sur la menace que constitue la cybercriminalité ?

Le sommet de Lomé sur la cybercriminalité et la cybersécurité a aussi été l'occasion d'organiser plusieurs panels. Diverses personnalités et experts ont eu la possibilité d'exprimer ce qu'ils savent sur la menace

« On peut attaquer un pays, une entreprise et tout de suite, les activités économiques peuvent être mises en difficulté », témoigne Aurélie Adam Soulé Zoumarou, ministre béninoise de l'Economie numérique et de la Digitalisation. « Les risques de cyberattaques sont de plus en plus énormes. À la suite d'une information mal utilisée, mal exploitée, mal gérée, vous pouvez assister à la chute d'institutions, de gouvernements etc... », révèle Désiré Kolongele Eberande, ministre du Numérique de la République démocratique du Congo (RDC).

« Aujourd'hui, la culture de la cybersécurité est quelque chose de fondamental », note Clément Mouamba, ministre des Télécommunications et de l'Economie numérique de

la République du Congo. « Au moment où nous prenons des mesures pour nous protéger, peut-être que nos données nous ont déjà échappé », affirme Faure Gnassingbé, président du Togo, ce qui dénote de la gravité de la menace.

« Le numérique n'est plus une option aujourd'hui, mais une obligation. Le numérique est une construction et on est d'accord qu'on ne peut pas construire une maison sans portes ni fenêtres », a fait remarquer Dominique Migisha, conseiller spécial du président de la République démocratique du Congo (RDC), Félix Tshisekedi, en charge du numérique.

Et ce n'est pas tout... « Non seulement vous pouvez être attaqué, mais aussi, en

quelques heures, vous perdrez des clients. Par exemple, si une banque subit une attaque et que les clients l'apprennent, ces derniers viendront rapidement retirer leurs fonds, et c'est la faillite », déclare Cina Lawson, ministre togolaise de l'Economie numérique et de la Transformation digitale. « C'est le jour où vous subissez une attaque, que vous comprenez l'importance de se protéger. Une cyberattaque qui paralyse le réseau électrique en est une illustration », a ajouté madame Lawson.

Les intervenants pensent que pour lutter efficacement contre la cybercriminalité, il faut former beaucoup de spécialistes du domaine. Mais, sans financements conséquents, l'on ne pourra pas y arriver. « Notre force est



Un panel

dans la coopération », affirme Ouenilo Medegan Fagla, directeur général de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information du Bénin (Anssi-Bénin).

« Tous les jours, il y a des logiciels qui apparaissent, mais le temps de les maîtriser, il y a d'autres qui naissent. Donc, les communautés en cybersécurité permettent aux

équipes d'alerte de collaborer pour faire face aux éventuels incidents informatiques. Le Togo élabore actuellement un plan de riposte en s'inspirant d'un pays qui a connu des situations de ce genre », a renchéri le commandant Gwaliba Gbota, directeur général de l'Agence nationale de la cybersécurité (ANCy) du Togo.

E. Dadzie



14 MARS 2022
OUVERTURE





14 AVRIL 2022
CLÔTURE



TENTEZ VOTRE CHANCE POUR CETTE DEUXIÈME ÉDITION DU TOGO DIGITAL AWARDS ICI

↓

TOGODIGITALAWARDS.TG








Togo Digital Awards
+228 92 18 98 98





L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ

INFOLINE: +228 70340292
MOUTAI TOGO & BÉNIN
WWW.GMDISTRIBUTIONS.COM

DISPONIBLE DANS LES BARS
RESTAURANTS ET SUPERMARCHÉS

IMMEUBLE MARINA BAY .
BOUTIQUE N5 . BOULEVARD DU MONO